ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

Transmis à M.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 9 mai 1983, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935", a donné le 11 juillet 1983 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 9e mei 1983 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935", heeft de 11e juli 1983 het volgend advies gegeven :

ANALYSE DU PROJET.

Aux termes de l'exposé des motifs, l'avant-projet du Gouvernement a pour objet de permettre aux personnes morales d'acquérir la qualité d'associé dans les sociétés de personnes à responsabilité limitée.

Trois innovations accompagnent ce changement, à savoir l'acquisition par la société, dans certaines conditions, de ses propres parts (article 2), l'interdiction faite à la société d'avancer des fonds pour l'acquisition éventuelle de ses parts par un tiers (article 3), ainsi que, dans certains cas, l'assimilation à l'acquisition, de la prise en gage desdites parts (article 4).

I. La réglementation proposée pour l'acquisition par la société de ses propres parts est relativement complexe dans la mesure où elle est soumise à des règles restrictives, elles-mêmes sujettes à des exceptions.

Dans la conception du projet, pareille acquisition suppose normalement la réunion des conditions ci-après :

1. La décision d'acquérir doit être prise par l'assemblée générale des associés (article 128bis, § 1er, alinéa 1er, en projet), à la majorité de la moitié au moins des associés possédant les trois quarts au moins du capital sous déduction des droits dont l'acquisition est proposée (article 128bis, § 1er, alinéa 2, en projet). Les statuts peuvent être toutefois plus restrictifs (ibidem).

.../...

En revanche, la majorité spéciale n'est pas nécessaire lorsque :

a) les parts ne sont acquises qu'en vue de leur destruction immédiate en exécution d'une décision de l'assemblée générale de réduire le capital (article 128bis, § 4, alinéa 1er, 1°, en projet);

b) les parts sont acquises à la suite d'une transmission de patrimoine à titre universel (article 128bis, § 4, alinéa 1er, 2°);

c) les parts entièrement libérées sont acquises lors d'une vente forcée organisée pour recouvrer une créance de la société sur le propriétaire de ces parts (article 128bis, § 4, alinéa 1er, 3°).

2. L'assemblée fixe le nombre maximum des parts à acquérir, la durée pour laquelle l'autorisation est accordée et qui ne peut excéder dix-huit mois, ainsi que les contre-valeurs minimales et maximales (article 128bis, § 1er, alinéa 3).

3. La valeur nominale des parts acquises, y compris celles que la société aurait acquises antérieurement et qu'elle aurait en portefeuille, ainsi que celles acquises par une personne agissant en son propre nom, mais pour le compte de la société, ne peut dépasser 10 pour cent du capital souscrit (article 128bis, § 1er, alinéa 4, 1°).

4. Les sommes affectées à l'acquisition doivent pouvoir être légalement distribuées (article 128bis, § 1er, alinéa 4, 2°)

.../...

5. Les parts acquises doivent être entièrement libérées (article 128bis, § 1er, alinéa 4, 3°).

6. L'offre d'acquisition des parts doit être faite aux mêmes conditions à tous les associés, sauf si l'acquisition a été décidée à l'unanimité par une assemblée générale à laquelle tous les associés étaient présents ou représentés et aux conditions arrêtées à l'unanimité par cette assemblée (article 128bis, § 1er, alinéa 4, 4°).

II. Les parts acquises doivent être aliénées par la société dans les deux ans de l'acquisition en vertu d'une décision de l'assemblée générale statuant dans les mêmes conditions que celles qui étaient requises pour l'acquisition (article 128bis, § 3, alinéa 1er).

III. Si les parts n'ont pas été acquises conformément aux conditions arrêtées par la loi, elles sont nulles de plein droit (article 128bis, § 1er, alinéa 5). De même, à défaut d'aliénation régulière dans les délais prescrits, les parts sont nulles de plein droit (article 128bis, § 3, alinéa 2). La même nullité de plein droit existe lorsque la société devient propriétaire de ses propres parts à titre gratuit (article 128bis, § 5).

Dans les différentes hypothèses de nullité de plein droit, le collège de gestion ou le gérant, s'il n'y en a qu'un, fait mention expresse de cette nullité dans le registre des associés (article 128bis, § 1er, alinéa 5, § 3, alinéa 2, et § 5).

.../...

IV. Aussi longtemps que les parts sont comptabilisées à l'actif du bilan, une réserve indisponible est constituée, dont le montant est égal à la valeur à laquelle les parts acquises ont été portées à l'inventaire (article 128bis, § 2). En cas de nullité des parts, cette réserve est supprimée. Si, par infraction, la réserve indisponible n'avait pas été constituée, les réserves disponibles seraient diminuées à due concurrence; à défaut de pareilles réserves, le capital serait réduit par l'assemblée générale convoquée au plus tard avant la clôture de l'exercice en cours (article 128bis, § 6).

V. Les droits afférents aux parts acquises par la société sont suspendus jusqu'à ce qu'elles aient été aliénées ou frappées de nullité de plein droit (article 128bis, § 3, alinéa 3). Aussi longtemps que ces parts demeurent dans le patrimoine de la société, celle-ci répartit le bénéfice distribuable entre les parts dont l'exercice des droits n'est pas suspendu (article 128bis, § 3, alinéa 4).

OBSERVATIONS GENERALES.

A. L'exposé des motifs du projet de loi modifiant les lois coordonnées sur les sociétés commerciales (1) rappelle que les autorités chargées de la protection de l'épargne en Belgique sont hostiles au rachat par les sociétés de leurs propres actions étant donné que ces opérations se produisent le

---

(1) Doc. Ch. 387, 1979-1980, n° 1, p. 40.

.../...

plus souvent au détriment de la société ou de certains groupes d'actionnaires. Toutefois, le même document admet que dans les sociétés groupant un nombre réduit d'actionnaires, une opération d'achat peut présenter des avantages pratiques, par exemple dans les sociétés anonymes à caractère familial, lors du décès d'un actionnaire ou lorsqu'un actionnaire souhaite quitter la société sans que ses coassociés désirent racheter eux-mêmes sa participation. Il peut alors être utile de conserver les titres en portefeuille pendant le temps nécessaire pour trouver un nouvel actionnaire. En fonction de ces considérations, l'article 87 de ce projet autorise le rachat d'actions par la société, mais il le soumet à l'accord unanime des actionnaires "pour éviter qu'(il) ne puisse avoir lieu au détriment de certains d'entre eux" (1).

De son côté, l'article 19 de la deuxième directive du Conseil des Communautés européennes du 13 décembre 1976, tendant à coordonner, pour les rendre équivalentes, les garanties qui, dans les Etats membres, sont exigées des sociétés au sens de l'article 58, alinéa 2, du Traité en vue de la protection des intérêts tant des associés que de tiers, en ce qui concerne la constitution de la société anonyme ainsi que le maintien et les modifications de son capital, prévoit qu'une société anonyme peut acquérir ses propres actions en soumettant ces acquisitions à des conditions déterminées.

A vrai dire, cette directive n'oblige pas les Etats membres à accepter la licéité du rachat par la société anonyme de ses propres actions. Il ne s'agit que d'une simple faculté ouverte aux différents législateurs nationaux.

.../...

(1) Doc, Ch. 387, 1979-1980, n° 1, p. 41.

Toutefois, "lorsque la législation d'un Etat membre permet à une société (anonyme) d'acquérir ses propres actions", elle doit soumettre ces acquisitions au moins à certaines conditions que la directive définit. En outre, la directive détermine les hypothèses dans lesquelles les législations des Etats membres "peuvent déroger à certaines de ses dispositions ou peuvent ne pas appliquer" certaines autres d'entre elles.

Le Parlement a été saisi d'un projet de loi modifiant les lois sur les sociétés commerciales coordonnées le 30 novembre 1935, qui a notamment pour objet d'introduire la directive européenne en droit interne (1). L'exposé des motifs de ce projet explique qu'il a paru "opportun d'adapter (la) législation à la deuxième directive par le dépôt d'un projet de loi modifiant les lois coordonnées actuelles sur les sociétés commerciales et non pas par des modifications apportées au projet de réforme de l'ensemble du droit des sociétés commerciales" (2). En effet, la Belgique étant tenue de mettre sa législation en concordance avec les dispositions de la directive dans un délai de deux ans à compter de sa notification, soit à partir du 16 décembre 1976, il apparaissait impossible d'attendre l'adoption de la réforme générale de la législation sur les sociétés commerciales en raison de "l'ampleur même de cette réforme et du temps ... nécessaire pour son aboutissement" (3).

L'actuel projet de loi, qui vise les sociétés de personnes à responsabilité limitée, se présente dès lors comme une extension aux sociétés de personnes à responsabilité limitée d'un régime appelé à devenir obligatoire pour les sociétés anonymes.

.../...

---

(1) Doc. Ch. 388, 1979-1980, n° 1, p. 1.
(2) Doc. Ch. 388, 1979-1980, n° 1, Exposé des motifs.
(3) Exposé des motifs du projet de loi modifiant les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, Doc. Ch. 388, 1979-1980, n° 1, p. 1.

B. La comparaison entre les deux projets de loi met en évidence deux différences qu'il apparaît utile de mentionner.

1. Alors que, dans la conception du projet dont le Conseil d'Etat est actuellement saisi, le bénéfice social est toujours distribué entre les parts dont les droits ne sont pas suspendus, pendant le temps où les titres acquis restent dans le patrimoine de la société, le projet adopté par la Chambre des Représentants, sous le n° 388 (ci-devant n° 210 de la session 1981-1982) et, transmis au Sénat (1), donne une option entre cette solution et celle de la réduction du bénéfice distribuable avec vente de titres rachetés, coupons attachés. L'exposé des motifs n'indique pas la raison pour laquelle le présent projet exclut la réduction du bénéfice distribuable et corrélativement la vente des parts avec un droit aux dividendes retenus.

2. Le projet 390 ne prévoit pas la mention de l'annulation de plein droit des titres dans le registre ad hoc lorsque le capital de la société anonyme est composé de parts nominatives (2). Le projet actuel, en ce qu'il concerne les sociétés de personnes à responsabilité limitée, ne présente heureusement pas la même lacune.

.../...

- - - - - - - - - - - - - -

(1) Sénat, 1982-1983, doc. n° 390/1 (p. 9).

(2) D'après l'article 42 des lois coordonnées sur les sociétés, qui s'applique aux sociétés anonymes, "il est tenu au siège social un registre des actions nominatives dont tout actionnaire pourra prendre connaissance; ce registre contient :

- la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre de ses actions
- l'indication des versements effectués
- les transferts avec leurs dates ou la conversion des actions en titres au porteur, si les statuts l'autorisent".

C. Le projet organise la publicité de la nullité de plein droit des parts en faisant obligation au collège de gestion ou au gérant, de faire mention expresse de cette annulation dans le registre des associés. Dans son avis sur le projet 388 (1), le Conseil d'Etat avait souligné l'intérêt de concrétiser matériellement le fait de l'annulation des actions. Il ne peut dès lors qu'approuver la mesure contenue dans le présent projet.

Etant donné qu'aux termes de l'actuel article 125 des lois coordonnées, tout associé ou tout tiers intéressé a le droit de prendre connaissance du registre des parts d'une société de personnes à responsabilité limitée, la publicité organisée par le projet sera de nature à prévenir la négociation frauduleuse de titres annulés. Sans doute, cette publicité ne garantira-t-elle pas le droit des tiers de manière complète. A supposer, en effet, que des parts soient cédées après qu'elles auraient été frappées de nullité, mais que cette nullité n'ait été inscrite dans le registre qu'après l'inscription de la cession, cette inscription de la cession ne pourrait profiter au tiers, même de bonne foi, en raison du caractère absolu qui s'attache à la nullité des parts résultant de la violation de l'article 128bis en projet. Dans pareille hypothèse, toutefois, la responsabilité du collège ou du gérant, selon le cas, se trouverait engagée.

D. Les auteurs de l'avant-projet ont rédigé celui-ci en supposant que le projet de loi modifiant les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, déjà voté à la Chambre des Représentants le 21 décembre 1982, sera adopté au Sénat. Ceci explique que certaines références, contenues dans l'avant-projet, sont faites à des articles nouveaux introduits par le projet précité dans les lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

.../...

- - - - - - - - - - -

(1) Ch. 1979-1980, doc. n° 388/1.

EXAMEN DU TEXTE.

Article 1er.

L'article abroge l'article 119, alinéa 1er, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Cet alinéa est rédigé comme suit :

"La société de personnes à responsabilité limitée ne peut compter comme membres que des personnes physiques".

L'abrogation de l'alinéa précité a notamment pour conséquence que la Société de personnes à responsabilité limitée pourra n'être constituée que de personnes morales.

Article 2.

L'article 2 introduit un article 128bis dans les lois coordonnées. Ce nouvel article reproduit dans une très large mesure l'article 52bis que le projet de loi déjà cité insère dans les lois coordonnées, plus précisément dans le chapitre consacré aux sociétés anonymes. Il est également, dans une moindre mesure, la reproduction de l'article 126 des lois coordonnées.

Il appelle seulement quelques observations :

1. Les mots "Nonobstant toutes dispositions contraires des statuts", qui ne figurent pas dans l'introduction des dispositions impératives en matière de sociétés de personnes à responsabilité limitée, sont superflus et doivent être omis ne serait-ce que pour des raisons de parallélisme.

Dans le texte néerlandais de l'article 2 et partout ailleurs dans le projet, "verwerving" doit être remplacé par "verkrijging".

Les alinéas 2 et 4, 2°, du paragraphe 1er se réfèrent respectivement à l'article 136 et à l'article 137, en tant que ceux-ci font eux-mêmes référence à l'article 76, dans le premier cas, et à l'article 77bis, dans le second cas. L'article 77bis sera inséré dans les lois coordonnées par le projet de loi déjà mentionné (1).

a) Dans le premier cas, il serait préférable de compléter l'article 136 par une disposition spécifique de manière telle que la dernière phrase de l'alinéa 2 du paragraphe 1er de l'article 128bis en projet soit omise.

Le texte suivant est dès lors proposé comme nouvel article à insérer dans l'avant-projet entre les articles 4 et 5 :

"Article (5).-

L'article 136 des mêmes lois coordonnées est complété par la disposition suivante :

"Toutefois, l'article 76 n'est pas applicable à l'assemblée générale des associés qui délibère de l'acquisition des parts de la société conformément à l'article 128bis, § 1er".

b) Dans le second cas, il est proposé de simplifier le texte de l'article 128bis, § 1er, alinéa 4, 2°, comme suit :

"2° l'acquisition des parts ne peut avoir lieu que dans la mesure où les sommes affectées à cette acquisition sont susceptibles d'être distribuées conformément à l'article 77bis".

.../...

- - - - - - - - - - -

(1) En réalité, l'article 137 n'est pas modifié. Il dispose comme suit : "Les articles 77 à 80 sont applicables aux sociétés de personnes à responsabilité limitée". L'insertion d'un article 77bis dans les lois coordonnées aura pour effet d'étendre la portée des références faites par l'article 137.

Par ailleurs, il convient d'écrire, dans le texte néerlandais du paragraphe 1er, alinéa 2, dans un souci de concordance avec le texte français, "Behoudens" au lieu de "Onverminderd" et "dit besluit" au lieu de "deze beraadslaging".

A l'alinéa 4, 4°, il faut écrire en néerlandais "op dezelfde voorwaarden" au lieu de "tegen dezelfde voorwaarden" et "tenzij dat tot de ..." au lieu de "tenzij tot dat de ...".

3. Le paragraphe 1er, alinéa 5, le paragraphe 3, alinéa 2, le paragraphe 4, alinéa 3, et le paragraphe 5 concernent la nullité de plein droit des parts qui ont été acquises en violation des règles établies par l'avant-projet ou qui n'ont pas été aliénées dans les délais fixés par le texte.

Dans le projet de loi actuellement soumis au Sénat, l'article 16, qui introduit un article 52bis dans les lois coordonnées sur les sociétés, porte que le conseil d'administration (de la société anonyme) détruit les titres nuls et en dépose la liste au greffe du tribunal de commerce. Selon le rapport à la Chambre, l'expression "nulles de plein droit" du texte français exprime mieux que le terme "annulées" le fait que les titres perdent toute valeur (Chambre, 1981-1982, doc. n° 210-9, p. 38).

.../...

L'article 128bis en projet ne prévoit pas la destruction des titres puisque les parts sociales d'une société de personnes à responsabilité limitée sont nominatives et inscrites dans le registre des associés. C'est donc à bon droit que l'avant-projet porte que "le collège de gestion ou le gérant, s'il n'y en a qu'un, fait mention expresse de cette annulation dans le registre des associés". Toutefois, pour la raison qui vient d'être indiquée, il est proposé de substituer en français le mot "nullité" à "annulation" dans les divers paragraphes de l'article 128bis en projet et, dans les divers paragraphes du texte néerlandais de l'article 128bis en projet, "nietigheid" à "vernietiging".

Au surplus, le nouveau mot de "nullité" proposé correspond à celui qui est utilisé au paragraphe 6 du même article (le texte néerlandais utilise "intrekking"), ainsi qu'à l'article 52bis, § 6 (où le texte néerlandais utilise également "intrekking"), que le projet soumis au Sénat introduit dans les lois coordonnées.

Au paragraphe 2, il faut écrire en néerlandais "de verkregen aandelen" au lieu de "de aandelen" et au paragraphe 3, alinéa 1er, "die beslist" au lieu de "die beraadslaagt".

A la fin du même alinéa, la concordance n'apparaît pas parfaite entre le néerlandais "voorwaarden" et le français "modalités". Il serait préférable d'écrire en néerlandais : "... op de door diezelfde vergadering bepaalde wijze".

Au paragraphe 3, alinéa 4, le mot néerlandais "onverkort" n'a pas d'équivalent en français, bien qu'il complète utilement l'expression de la règle. Il est donc proposé d'écrire en français : "... celle-ci répartit tout le bénéfice distribuable ...".

.../...

4. Au 1° de l'alinéa 1er du paragraphe 4, la référence à l'article 122ter est de nature à entraîner une confusion car cette disposition vise la réduction du capital mais nullement l'acquisition de parts en vue de leur destruction en exécution d'une décision de l'assemblée générale de réduire le capital. Les mots "conformément à l'article 122ter" devraient être omis.

5. En ce qui concerne la portée de l'expression "transmission de patrimoine à titre universel", qui figure au 2° du même alinéa, on se reportera aux explications fournies par le Gouvernement à propos de l'article 52bis, § 4, qui sera inséré dans les lois coordonnées par le projet n° 390 (1).

6. Au 3° de l'alinéa 1er du paragraphe 4, le texte français doit être modifié afin de correspondre au texte néerlandais qui, selon les explications fournies au Conseil d'Etat, exprime mieux l'intention du Gouvernement :

3° aux parts entièrement libérées acquises lors d'une vente faite conformément aux articles 1494 et suivants du Code judiciaire ... (la suite comme au projet)".

7. Ce 3° appelle un commentaire.

La question de savoir si les parts sociales d'une société de personnes à responsabilité limitée peuvent être saisies a été discutée lors des travaux préparatoires de la loi qui a créé la société de personnes à responsabilité limitée. Finalement, aucune disposition spécifique n'a été établie, de sorte que le droit commun est applicable à la saisie de ces parts. En conséquence, "si les statuts défendent la cession, ce qui est licite, les créanciers

.../...

---

(1) Projet de loi modifiant les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935. Rapport fait au nom de la Commission spéciale de la Chambre par M. VERHAEGEN, 1981-1982, doc. n° 210/9, p. 40.

de l'associé ne pourront que saisir les intérêts et dividendes ainsi que la part à attribuer à leur débiteur lors de la dissolution de la société" (1). Si, par contre, la cession n'est pas interdite par les statuts, l'adjudicataire doit être agréé par les coassociés du débiteur saisi, conformément aux articles 126 et 127 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales (2).

L'hypothèse visée à l'article 128bis, § 4, alinéa 1er, 3°, est celle de l'acquisition par la société saisissante des parts d'un associé qui est son débiteur. Selon ce paragraphe, les paragraphes 1er et 3, alinéa 1er, de l'article 128bis en projet ne s'appliquent pas : aucune décision de l'assemblée générale des associés n'est, dès lors, requise. Il s'ensuit normalement que le régime de droit commun des articles 126 et 127 des lois coordonnées ne sera pas non plus applicable à une telle acquisition. Les délégués du Ministre ont confirmé cette interprétation qui gagnerait à être exprimée dans le texte du projet.

Au paragraphe 4, alinéa 2, il faut écrire dans le texte néerlandais : "twaalf maanden" au lieu de "12 maand".

.../...

---

(1) R.P.D.B., v° Sociétés de personnes à responsabilité limitée, n° 168.

(2) J. VAN HOUTTE, Traité des sociétés de personnes à responsabilité limitée, tome I, n° 151.
Exposé des motifs du projet de loi modifiant les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, Ch., 1979-1980, doc. n° 387/1, p. 71.

Article 4.

La référence, dans l'alinéa 1er de l'article 128quater, à l'article 128bis, § 4, alinéa 1er, 3°, n'est pas pertinente. Cette disposition vise, en effet, l'acquisition de parts lors d'une vente sur saisie, en vue de recouvrer une créance de la société sur le propriétaire de ces parts. On n'aperçoit pas comment la prise en gage de parts sociales par la société de personnes à responsabilité limitée pourrait être assimilée à une telle acquisition. Les délégués du Gouvernement ont marqué leur accord sur la suppression de la référence au 3°.

D'une manière générale, la fin de l'alinéa 1er de l'article 128quater en projet serait mieux rédigée comme suit : "... pour l'application de l'article 128bis, § 1er, alinéas 1er, 2, 3 et 4, 1° et 2°, § 4, alinéa 1er, 2° et 3°, et de l'article 77, alinéa 5".

Article 5 (devenant l'article 6).

Le texte serait mieux rédigé comme suit :

"Article (6).-

Dans l'article 206 des mêmes lois coordonnées, modifié par la loi du ... 198..., les mots "ou auront contrevenu à l'article 128bis et à l'article 128quater, ce dernier en tant qu'il se réfère à l'article 128bis" sont ajoutés après les mots "auront contrevenu à l'article 52bis et à l'article 52quater, ce dernier en tant qu'il se réfère à l'article 52bis".

.../...

Article 6 (devenant l'article 7).

Cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Article (7).-

Les articles 123, alinéa 2, 2°, et 172, 3°, des mêmes lois coordonnées, modifiés par la loi du 6 mars 1973, sont abrogés".

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.

Volgens de memorie van toelichting beoogt het voorontwerp van de Regering rechtspersonen de mogelijkheid te bieden vennoot te worden in personenvennootschappen met beperkte aansprakelijkheid.

Deze wijziging gaat samen met drie nieuwigheden namelijk :

- vennootschappen kunnen op bepaalde voorwaarden eigen aandelen verkrijgen (artikel 2);

- vennootschappen mogen geen middelen voorschieten met het oog op een eventuele verkrijging van hun aandelen door derden (artikel 3);

- het in pand nemen van de bewuste aandelen wordt in sommige gevallen gelijkgesteld met verkrijgingen (artikel 4).

I. De regeling die wordt voorgesteld voor het verkrijgen van eigen aandelen door vennootschappen, is nogal ingewikkeld doordat zij gebonden is aan beperkende voorschriften waarop ook weer uitzonderingen staan.

In de aan het ontwerp ten grondslag liggende opvatting moeten voor een zodanige verkrijging normaal de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1. Het besluit aandelen te verkrijgen dient te worden genomen door de algemene vergadering van de vennoten (ontworpen artikel 128bis, § 1, eerste lid) met een meerderheid van ten minste de helft van de vennoten die ten minste drie vierde van het kapitaal bezitten na aftrek van de rechten waarvan

.../...

de verkrijging wordt voorgesteld (ontworpen artikel 128bis, § 1, tweede lid). De statuten kunnen echter strengere bepalingen inhouden (ibidem).

De speciale meerderheid is daarentegen niet vereist voor

a) aandelen die slechts worden verkregen met het oog op hun onmiddellijke vernietiging ter uitvoering van een besluit van de algemene vergadering tot kapitaalvermindering (ontworpen artikel 128bis, § 4, 1°);

b) aandelen verkregen ingevolge een vermogensovergang onder algemene titel (artikel 128bis, § 4, eerste lid, 2°);

c) volgestorte aandelen verkregen bij een gedwongen verkoop die plaatsheeft ter voldoening van een schuld van de eigenaar van die aandelen jegens de vennootschap (artikel 128bis, § 4, eerste lid, 3°).

2. De algemene vergadering bepaalt het maximumaantal te verkrijgen aandelen, de duur - niet méér dan achttien maanden - waarvoor toestemming tot verkrijging wordt verleend, alsmede de minimum- en maximumwaarde van de vergoeding (artikel 128bis, § 1, derde lid).

3. De nominale waarde van de verkregen aandelen, met inbegrip van die welke de vennootschap eerder mocht hebben verkregen en in portefeuille mocht hebben, alsmede van die welke worden verkregen door een persoon die in eigen naam maar voor rekening van de vennootschap handelt, mag niet meer dan 10 t.h. van het geplaatste kapitaal bedragen (artikel 128bis, § 1, vierde lid, 1°).

.../...

4. De voor de verkrijging bestemde bedragen moeten wettelijk uitgekeerd kunnen worden (artikel 128bis, § 1, vierde lid, 2°).

5. De verkregen aandelen dienen te zijn volgestort (artikel 128bis, § vierde lid, 3°).

6. Het aanbod tot verkrijging van aandelen moet op dezelfde voorwaarden worden gedaan aan alle vennoten, tenzij tot verkrijging eenparig is besloten door een algemene vergadering waarop alle vennoten aanwezig of vertegenwoordigd waren en op de door die vergadering eenparig vastgestelde voorwaarden (artikel 128bis § 1, vierde lid, 4°).

II. De vennootschap moet de aldus verkregen aandelen binnen twee jaar na verkrijging vervreemden op grond van een besluit van de algemene vergadering. Deze beslist op dezelfde voorwaarden als die welke voor verkrijging zijn vereist (artikel 128bis, § 3, eerste lid).

III. Aandelen die niet overeenkomstig de bij de wet gestelde voorwaarden zijn verkregen, zijn van rechtswege nietig (artikel 128bis, § 1, vijfde lid). Evenzo zijn aandelen die niet binnen de gestelde termijn op regelmatige wijze zijn vervreemd rechtens van onwaarde (artikel 128bis, § 3, tweede lid). Aandelen zijn ook rechtens van onwaarde wanneer de vennootschap om niet eigenaar wordt van eigen aandelen (artikel 128bis, § 5).

In de diverse gevallen waarin de aandelen rechtens van onwaarde zijn, maakt het college van zaakvoerders of de zaakvoerder, wanneer er slechts één is, van die nietigheid uitdrukkelijk

melding in het register van vennoten (artikel 128bis, § 1, vijfde lid, § 3, tweede lid, en § 5).

IV. Zolang aandelen opgenomen zijn in het actief van de balans, moet een niet-beschikbare reserve worden gevormd, gelijk aan de waarde waarvoor de verkregen aandelen in de inventaris zijn ingeschreven (artikel 128bis, § 2). In geval van nietigheid van de aandelen wordt die reserve afgeschaft. Voor het geval dat er met overtreding van het desbetreffende voorschrift geen niet-beschikbare reserve is aangelegd, moeten de beschikbare reserves tot het passende beloop worden verminderd; bij gebreke van zodanige reserves wordt het kapitaal door de algemene vergadering verminderd; deze wordt daartoe uiterlijk vóór de sluiting van het lopende boekjaar bijeengeroepen (artikel 128bis, § 6).

V. De rechten die verbonden zijn aan de door de vennootschap verkregen aandelen blijven geschorst totdat deze vervreemd zijn of rechtens van onwaarde zijn geworden (artikel 128bis, § 3, derde lid). Zolang die aandelen tot het vermogen van de vennootschap behoren, verdeelt deze de uit te keren winst over de aandelen ten aanzien waarvan de uitoefening van de eraan verbonden rechten niet is geschorst (artikel 128bis, § 3, vierde lid).

.../...

ALGEMENE OPMERKINGEN.

A. De memorie van toelichting bij het wetsontwerp tot wijziging van de gecoördineerde wetten betreffende de handelsvennootschappen (1) wijst erop dat de met de bescherming van het spaarwezen in België belaste autoriteiten ertegen gekant zijn dat vennootschappen hun eigen aandelen inkopen, aangezien die verrichtingen meestal ten nadele van de vennootschap of van bepaalde categorieën van aandeelhouders plaatshebben. Toch wordt in hetzelfde stuk toegegeven dat inkoop in vennootschappen met een beperkt aantal aandeelhouders praktische voordelen kan bieden; bijvoorbeeld in naamloze vennootschappen met een familiekarakter, als een aandeelhouder overlijdt of als een aandeelhouder de vennootschap wenst te verlaten zonder dat de medevennoten zelf zijn participatie wensen af te kopen. Het kan dan dienstig zijn de effecten in portefeuille te bewaren tot een nieuwe aandeelhouder wordt gevonden. Op grond van die overwegingen staat artikel 87 van het hierboven bedoelde ontwerp de vennootschap inkoop van haar aandelen toe maar maakt het die inkoop afhankelijk van de algemene toestemming van de aandeelhouders, "om te voorkomen dat (inkoop) sommigen onder hen benadeelt" (2).

.../...

---

(1) Gedr. St. Kamer, 387, 1979-1980, nr 1, blz. 40.
(2) Gedr. St. Kamer, 387, 1979-1980, nr 1, blz. 41.

Van zijn kant bepaalt artikel 19 van de tweede richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen "strekkende tot het coördineren van de waarborgen welke in de Lid-Staten worden verlangd van de vennootschappen in de zin van artikel 58, tweede alinea, van het Verdrag, om de belangen te beschermen zowel van de deelnemers in deze vennootschappen als van derden met betrekking tot de oprichting van de naamloze vennootschap, alsook de instandhouding en wijziging van haar kapitaal, zulks ten einde die waarborgen gelijkwaardig te maken", dat een naamloze vennootschap eigen aandelen mag verkrijgen maar stelt daar bepaalde voorwaarden op.

Eigenlijk verplicht die richtlijn de Lid-Staten niet de inkoop van eigen aandelen door naamloze vennootschappen als geoorloofd te beschouwen. Het gaat slechts om een mogelijkheid die voor de verschillende nationale wetgevers wordt opengesteld.

Evenwel, wanneer de wetgeving van een Lid-Staat aan (naamloze) vennootschappen toestaat eigen aandelen te verkrijgen", behoort zij "ten minste" een aantal, in de richtlijn omschreven voorwaarden te stellen. Bovendien bepaalt de richtlijn in welke gevallen de wetgeving van de Lid-Staten "van sommige bepalingen mag afwijken of ze niet behoeft toe te passen".

Een wetsontwerp tot wijziging van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, is bij het parlement ingediend. Het beoogt met name de opneming van de Europese richtlijn in het nationale recht (1). In de memorie van toelichting bij het ontwerp wordt betoogd dat "het wenselijk (is gebleken) de huidige wetgeving aan de

.../...

---

(1) Gedr. St. Kamer, 388, 1979-1980, nr 1, blz. 1.

genoemde richtlijn aan te passen en daartoe een ontwerp van wet tot wijziging van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen in te dienen, veeleer dan wijzigingen aan te brengen in het ontwerp tot hervorming van het vennootschapsrecht in zijn geheel" (1). Immers, daar België gehouden was zijn wetgeving binnen twee jaar na de bekendmaking van de richtlijn, d.w.z. van 16 december 1976 af, in overeenstemming te brengen met de bepalingen ervan, bleek het onmogelijk te wachten tot de goedkeuring van de algemene hervorming van de wetgeving op de handelsvennootschappen "wegens de omvang ervan en de tijd die de behandeling zal vergen" (2).

Het onderhavige wetsontwerp, dat de personenvennootschappen met beperkte aansprakelijkheid beoogt, dient zich dus aan als de verruiming tot deze vennootschappen van een regeling die voor de naamloze vennootschappen verplicht zal worden.

B. Vergelijking van de twee wetsontwerpen brengt twee verschilpunten aan het licht die waard zijn vermeld te worden.

.../...

---

(1) Gedr. St. Kamer, 388, 1979-1980, nr 1, Memorie van toelichting.

(2) Memorie van toelichting bij het wetsontwerp tot wijziging van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935. Gedr. St. Kamer, 388, 1979-1980, nr 1, blz. 1.

1. Volgens het ontwerp dat thans aan de Raad van State is voorgelegd, wordt de winst van een vennootschap, zolang de verkregen effecten tot haar vermogen blijven behoren, steeds verdeeld over de aandelen ten aanzien waarvan de rechten niet zijn geschorst. Het ontwerp dat door de Kamer van Volksvertegenwoordigers onder nr. 388 is aangenomen (tevoren nr 210 van de zitting 1981-1982) en aan de Senaat is overgezonden (1), laat echter de keuze tussen die regeling en een andere, waarbij de uit te keren winst wordt verminderd en de ingekochte effecten met aangehechte coupons worden verkocht. De memorie van toelichting vermeldt niet waarom het onderhavige ontwerp de vermindering van de uit te keren winst en, in samenhang daarmee, de verkoop van de aandelen met een recht op de ingehouden dividenden uitsluit.

2. Het ontwerp 390 bepaalt niet dat in het daartoe bestemde register wordt vermeld dat de effecten van rechtswege nietig zijn wanneer het kapitaal van een naamloze vennootschap uit nominatieve aandelen bestaat (2). Doordat het onderhavige ontwerp op de personenvernnootschappen met beperkte aansprakelijkheid betrekking heeft, vertoont het gelukkig niet dezelfde leemte.

.../...

---

(1) Senaat, 1982-1983, Gedr. St. nr 390/1 (blz. 9).

(2) Artikel 42 van de gecoördineerde wetten op de vennootschappen, dat op de naamloze vennootschappen van toepassing is, bepaalt : "Ten zetel van de vennootschap wordt een register gehouden van de aandelen op naam; elke aandeelhouder kan er inzage van nemen: dat register moet inhouden :

- De nauwkeurige aanwijzingen van elke aandeelhouder met opgave van het getal zijner aandelen;
- De aanduiding der gedane geldstortingen;
- De overdrachten met derzelver dagtekening of de omzetting der aandelen in titels aan toonder, indien de statuten dit toelaten".

C. Het ontwerp voorziet in de openbaarmaking van de van rechtswege ontstane nietigheid van de aandelen door het zaakvoerderscollege of de zaakvoerder te verplichten in het register van vennoten daarvan uitdrukkelijk melding te maken. De Raad van State heeft er in zijn advies over het ontwerp nr. 388 op gewezen dat het belangrijk is aan de nietigheid van de aandelen een concrete materiële vorm te geven (1). Hij kan de maatregel die in het onderhavige ontwerp is neergelegd dan ook alleen maar goedkeuren.

Aangezien naar luid van het huidige artikel 125 van de gecoördineerde wetten elke vennoot of derde belanghebbende het recht heeft om kennis te nemen van het register van de aandelen van een personenvennootschap met beperkte aansprakelijkheid, zal met de door het ontwerp georganiseerde openbaarmaking bedrieglijke verhandeling van nietige effecten kunnen worden voorkomen. Die openbaarmaking zal het recht van derden weliswaar niet volledig waarborgen Gesteld dat er aandelen overgedragen zijn nadat ze nietig zijn geworden, maar dat die nietigheid eerst na registratie van de overdracht in het register is opgetekend, aan registratie van de overdracht heeft een derde dan niets, zelfs niet als hij te goeder trouw is, want de nietigheid van de aandelen die volgt uit de schending van het ontworpen artikel 128bis, is een volstrekte nietigheid. In die onderstelling echter zou de verantwoordelijkheid van het zaakvoerderscollege of van de zaakvoerder, naar gelang van het geval, in het geding zijn.

D. De stellers van het voorontwerp zijn er bij de redactie van uitgegaan dat het ontwerp van wet tot wijziging van de wetten betreffende de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, dat reeds sedert 21 december 1982 door de Kamer van Volksvertegenwoordigers is aangenomen, in de Senaat zal worden goedgekeurd. Dat verklaart waarom sommige in het voorontwerp voorkomende verwijzingen doelen op nieuwe artikelen die door het voormelde ontwerp in de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen worden ingevoegd.

.../...

---

(1) Kamer, 1979-1980, Gedr. St., nr. 388/1

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Artikel 1.

Bij dit artikel wordt artikel 119, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen opgeheven. Dat lid is als volgt geformuleerd :

"De personenvennootschap met beperkte aansprakelijkheid mag enkel natuurlijke personen als leden tellen".

Opheffing van het voormelde lid brengt met name mee dat een personenvennootschap met beperkte aansprakelijkheid mogelijk alleen uit rechtspersonen zal bestaan.

Artikel 2.

Artikel 2 voegt in de gecoördineerde wetten een artikel 128bis in. Het nieuwe artikel neemt in ruime mate artikel 52bis over dat door het reeds aangehaalde wetsontwerp in de gecoördineerde wetten wordt ingevoegd, bepaaldelijk in het hoofdstuk over de naamloze vennootschappen. In mindere mate neemt het ook artikel 126 van de gecoördineerde wetten over.

Het behoeft slechts een paar opmerkingen.

1. De woorden "Onverminderd strengere bepalingen in de statuten" (men leze : niettegenstaande andersluidende ...), die niet voorkomen in de inleiding van de dwingende bepalingen aangaande de personenvennootschappen met beperkte aansprakelijkheid, zijn overtollig en moeten vervallen, al was het maar ter wille van het parallellisme.

In artikel 2, en overal elders in het ontwerp waar

"verwerving" staat, schrijve men "verkrijging".

2. Paragraaf 1, tweede lid, en het vierde lid, 2°, verwijzen respectievelijk naar artikel 136 en artikel 137, in zover die artikelen zelf verwijzen naar artikel 76, in het eerste geval, en naar artikel 77bis in het tweede geval. Artikel 77bis wordt door het reeds vermelde wetsontwerp in de gecoördineerde wetten ingevoegd (1).

a) In het eerste geval zou het verkieslijk zijn artikel 136 met een specifieke bepaling aan te vullen, zodanig dat de laatste volzin van het tweede lid van paragraaf 1 van het ontworpen artikel 128bis komt te vervallen.

Derhalve wordt als nieuw, tussen de artikelen 4 en 5 van het voorontwerp in te voegen artikel de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel (5).-

Artikel 136 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Artikel 76 is echter niet toepasselijk op de algemene vergadering van de vennoten die beraadslaagt, en besluit over de verkrijging van de aandelen van de vennootschap overeenkomstig artikel 128bis, § 1".

.../...

---

(1) In werkelijkheid wordt artikel 137 niet gewijzigd. Het luidt aldus : "De artikelen 77 tot 80 zijn van overeenkomstige toepassing op de personenvennootschappen met beperkte aansprakelijkheid". Invoeging van een artikel 77bis in de gecoördineerde wetten heeft tot gevolg dat de draagwijdte van de bij artikel 137 gedane verwijzingen wordt verruimd.

b) In het tweede geval wordt voorgesteld de tekst van artikel 128bis, § 1, vierde lid, 2°, aldus te vereenvoudigen :

"2° verkrijging van aandelen kan slechts geschieden voor zover de voor die verkrijging bestemde bedragen overeenkomstig artikel 77bis uitgekeerd kunnen worden".

Voorts schrijve men in paragraaf 1, tweede lid, ter wille van de overeenstemming met de Franse tekst "Behoudens" in plaats van "Onverminderd" en "dit besluit" in plaats van "deze beraadslaging".

In paragraaf 1, vierde lid, leze men onder 4° " op dezelfde voorwaarden" in plaats van "tegen dezelfde voorwaarden" en "tenzij dat tot de ..." in plaats van "tenzij tot dat de ...".

3. Paragraaf 1, vijfde lid, paragraaf 3, tweede lid, paragraaf 4, derde lid, en paragraaf 5 hebben betrekking op de nietigheid van rechtswege van aandelen die in strijd met de in het voorontwerp vastgestelde regelen zijn verkregen of niet binnen de door de tekst bepaalde termijnen zijn vervreemd.

In het wetsontwerp dat thans bij de Senaat aanhangig is, bepaalt artikel 16, hetwelk een artikel 52bis in de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen invoegt, dat de raad van beheer de effecten die "van onwaarde zijn" vernietigt en de lijst ervan op de griffie van de rechtbank van koophandel neerlegt. Volgens het verslag aan de Kamer, brengt in de Franse tekst "nulles de plein droit" beter dan het woord "annulées" tot uitdrukking dat de effecten alle waarde verliezen. (Kamer, 1981-1982, Gedr. St. nr. 210-9, blz. 38).

Het ontworpen artikel 128bis schrijft geen vernietiging (destruction) van de effecten voor daar de aandelen van een P.V.B.A. nominatief zijn en in het register van vennoten worden ingeschreven. Terecht bepaalt dus het voorontwerp dat "het zaak-

voerderscollege of de zaakvoerder, indien er slechts één is, van deze "vernietiging" (annulation) uitdrukkelijk melding (maakt) in het register van vennoten". Om de zoëven opgegeven reden wordt echter voorgesteld in de diverse paragrafen van de Franse tekst van het ontworpen artikel 128bis het woord "annulation" door "nullité" te vervangen en in de diverse paragrafen van de Nederlandse tekst van het ontworpen artikel 128bis "vernietiging" te vervangen door "nietigheid". Het voorgestelde woord "nullité" wordt trouwens gebruikt in paragraaf 6 van hetzelfde artikel (de Nederlandse tekst spreekt van "intrekking"), alsook in artikel 52bis, § 6, (ook hier wordt in de Nederlandse tekst "intrekking" gebruikt), dat door het aan de Senaat overgezonden ontwerp in de gecoördineerde wetten wordt ingevoegd.

In paragraaf 2 moet worden gelezen "de verkregen aandelen" in plaats van "de aandelen" en in paragraaf 3, eerste lid, "die beslist" in plaats van "die beraadslaagt".

Aan het eind van paragraaf 3, eerste lid, lijkt er geen perfecte overeenstemming te zijn tussen het Nederlandse "voorwaarden" en het Franse "modalités". Beter ware in het Nederlands te schrijven : "... op de door diezelfde vergadering bepaalde wijze".

In paragraaf 3, vierde lid, heeft het Nederlandse "onverkort", dat de betekenis van de regel nochtans zeer geschikt weergeeft, geen tegenhanger in het Frans. Voorgesteld wordt in de Franse tekst te schrijven : "... celle-ci répartit tout le bénéfice distribuable ...".

4. In 1° van het eerste lid van paragraaf 4 kan de verwijzing naar artikel 122ter, verwarring doen ontstaan daar die bepaling op kapitaalvermindering doelt maar geenszins op verkrijging van aandelen om ze ter voldoening aan een besluit van de algemene vergadering tot kapitaalvermindering te vernietigen. De woorden "overeenkomstig artikel 122ter" zouden moeten vervallen.

5. Wat betreft de draagwijdte van de uitdrukking "die op de vennootschap overgaan onder algemene titel", die in 2° van hetzelfde lid voorkomt, zij verwezen naar de uitleg die de Regering heeft verstrekt in verband met artikel 52bis, § 4, dat door ontwerp nr 390 in de gecoördineerde wetten wordt ingevoegd (1).

6. In 3° van het eerste lid van paragraaf 4 moet de Franse tekst zo worden gewijzigd dat hij overeenstemt met de Nederlandse tekst, die volgens aan de Raad van State verstrekte informatie, beter de bedoeling van de Regering vertolkt :

"3° aux parts entièrement libérées acquises lors d'une vente faite conformément aux articles 1494 et suivants du Code judiciaire ... (voorts zoals in het ontwerp)".

7. Dit 3° behoeft enige commentaar.

De vraag of op aandelen in een P.V.B.A. beslag kan worden gelegd is besproken tijdens de parlementaire voorbereiding van de wet die de P.V.B.A. heeft opgericht. Uiteindelijk is in geen enkele specifieke bepaling voorzien zodat het gemeen recht toepasselijk is op het beslag op die aandelen. Als de statuten overdracht verbieden, en dat is geoorloofd, kunnen de schuldeisers van de vennoot dus niets anders dan beslag leggen op de intrest en de dividenden alsook op het bij de ontbinding van de vennootschap aan hun schuldenaar toe te kennen deel (2).

.../...

---

(1) Wetsontwerp tot wijziging van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935. Verslag namens de Bijzondere Kamercommissie uitgebreacht door de heer Verhaegen, 1981-1982, Gedr. St. nr 210-9, blz. 40.

(2) Zie R.P.D.B., V° Sociétés de personnes à responsabilité limitée, nr 168.

Indien daarentegen afstand niet door de statuten is verboden, moet de verkrijger overeenkomstig de artikelen 126 en 127 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, worden toegelaten door de medevennoten van de schuldenaar tegen wie het beslag geschiedt (1).

Artikel 128bis, § 4, eerste lid, 3°, doelt op het geval dat de vennootschap door beslag de aandelen verkrijgt van een vennoot die haar schuldenaar is. Volgens die paragraaf zijn dan de paragrafen 1 en 3, eerste lid, van het ontworpen artikel 128 bis niet van toepassing : geen enkel besluit van de algemene vergadering van de aandeelhouders is derhalve vereist. Daaruit volgt normaal dat de gemeenrechtelijke regeling van de artikelen 126 en 127 van de gecoördineerde wetten evenmin op een zodanige verkrijging toepasselijk zal zijn. De gemachtigden van de minister hebben die uitlegging bevestigd; het zou dienstig zijn ze in de tekst van het ontwerp onder woorden te brengen.

In paragraaf 4, tweede lid, leze men : "12 maanden" in plaats van "12 maand".

Artikel 4.

De verwijzing in het eerste lid van artikel 128quater, naar artikel 128bis, § 4, eerste lid, 3°, is niet dienstig. Die bepaling doelt immers op het geval dat aandelen worden verkregen bij een verkoop na beslag, om een schuldvordering van de vennootschap op de eigenaar van die aandelen te verhalen. Het is niet duidelijk hoe het in pand nemen van aandelen door een personenvennootschap met beperkte aansprakelijkheid met een zodanige verkrijging gelijkgesteld zou kunnen worden. De gemachtigden van de Regering hebben er hun instemming mee betuigd dat de verwijzing naar 3° vervalt.

.../...

---

(1) J. VAN HOUTTE, Traité des sociétés de personnes à responsabilité limitée, deel I, nr 151.
Memorie van toelichting bij het wetsontwerp tot wijziging van de wetten betreffende de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935. Kamer, 1979-1980, Gedr. St. nr 387/1, blz. 71.

Algemeen gezien, zou het slot van het eerste lid van het ontworpen artikel 128quater, beter als volgt worden geredigeerd :

"... voor de toepassing van artikel 128bis, § 1, leden 1,2,3 en 4, 1° en 2°, § 4, eerste lid, 2° en 3°, en van artikel 77, vijfde lid".

Artikel 5 (wordt artikel 6).

De tekst zou beter als volgt worden gesteld :

"Artikel (6).-

In artikel 206 van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wet van ... 198 ..., worden de woorden "of die het voorschrift overtreden van artikel 128bis en van artikel 128quater, in zover dit naar artikel 128bis verwijst" ingevoegd na de woorden "die het voorschrift overtreden van artikel 52bis en artikel 52quater, in zover dit naar artikel 52bis verwijst".

Artikel 6 (wordt artikel 7).

De bepaling zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel (7).-

De artikelen 123, tweede lid, 2°, en 172, 3°, van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wet van 6 maart 1973, worden opgeheven".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
L. MATRAY, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. M. HANOTIAU, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. HANOTIAU, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.